

Si les commissions d'agrégation n'ont pas donné d'avis dans les délais fixés, le Ministre peut prendre une décision sans cet avis.

La décision du Ministre est communiquée à l'intéressé. Si la décision diffère du plan introduit par le candidat, la communication est faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 5. L'article 24 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. 24. Les avis motivés de la chambre sont communiqués au Ministre et notifiés dans les 30 jours au candidat.

Si l'avis de la Chambre diffère du plan de stage introduit, la communication au candidat se fait par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 6. L'article 28, du même arrêté, est modifié comme suit :

« Art. 28. Si, dans le délai prévu à l'article 30 les avis des commissions d'agrégation concernant l'agrégation de médecin spécialiste ou de médecin généraliste n'ont pas fait l'objet d'un appel, le Ministre prend une décision.

Si les commissions d'agrégation n'ont pas donné d'avis dans les délais fixés, le Ministre peut prendre une décision sans cet avis.

La décision du Ministre est communiquée à l'intéressé. Si la décision diffère du plan introduit par le candidat, la communication est faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 7. Dans l'article 29 du même arrêté les mots « l'avis favorable » sont remplacés par « l'avis ».

Art. 8. L'article 33 du même arrêté est modifié comme suit :

« Art. 33. La chambre compétente du Conseil supérieur communique son avis motivé au Ministre. Si la chambre compétente n'a pas donné d'avis dans les délais fixés, le Ministre peut prendre une décision sans cet avis. La décision du Ministre est notifiée au requérant par lettre recommandée avec accusé de réception. »

Art. 9. L'article 37, alinéa 1er du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Art. 37. Le Conseil supérieur statue sur pièces. Si son avis n'est pas favorable il est tenu en suspens. En ce cas et sauf en cas d'urgence le candidat maître de stage ou le médecin responsable du service de stage à agréer est informé, au moins quinze jours à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, du jour et de l'heure de l'audience du Conseil supérieur à laquelle son dossier sera examiné. »

Art. 10. Dans l'article 38 du même arrêté, le § 2 est complété comme suit :

« Si le Conseil supérieur n'a pas donné d'avis dans les délais fixés, le Ministre peut prendre une décision sans cet avis. »

Art. 11. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

F. 85 — 445

7 MARS 1985. — Arrêté ministériel fixant les critères spéciaux d'agrégation des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage pour la spécialité de médecine nucléaire

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 153, § 4, modifié par la loi du 8 avril 1965;

Indien de erkenningscommissies geen advies hebben gegeven binnen de gestelde termijnen kan de Minister een beslissing nemen zonder dat advies.

De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan de kandidaat. Indien die beslissing afwijkt van het door de kandidaat ingediende plan dan geschiedt de mededeling bij aangetekend schrijven tegen afgiftewijs.

Art. 5. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 24. De met redenen omklede adviezen van de kamer worden aan de Minister medegedeeld en binnen 30 dagen ter kennis gebracht van de kandidaat.

Indien het advies van de Kamer afwijkt van het ingediend stageplan, dan geschiedt de mededeling aan de kandidaat bij aangetekend schrijven tegen afgiftewijs.

Art. 6. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 28. Indien binnen de termijn bepaald in artikel 30 geen beroep wordt aangetekend tegen de adviezen van de erkenningcommissies met betrekking tot de erkenning als geneesheer-specialist of als huisarts, neemt de Minister een beslissing.

Indien de erkenningscommissies geen advies hebben gegeven binnen de gestelde termijnen kan de Minister een beslissing nemen zonder dat advies.

De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan de kandidaat. Indien die beslissing afwijkt van het door de kandidaat ingediende plan dan geschiedt de mededeling bij aangetekend schrijven tegen afgiftewijs.

Art. 7. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de woorden « een gunstig advies » vervangen door « een advies ».

Art. 8. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 33. De bevoegde kamer van de Hoge Raad deelt haar met redenen omklede advies mede aan de Minister. Indien de bevoegde kamer geen advies heeft gegeven binnen de gestelde termijnen, kan de Minister een beslissing nemen zonder dat advies. De beslissing van de Minister wordt ter kennis gebracht van de verzoeker bij een aangetekende brief tegen afgiftewijs. »

Art. 9. Artikel 37, eerste lid van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« Art. 37. De Hoge Raad doet uitspraak op stukken. Is zijn advies niet gunstig dan wordt het in beraad gehouden. In dat geval wordt de kandidaat-stagemeester of de verantwoordelijke geneesheer van de te erkennen stagedienst in kennis gesteld van de dag en het uur van de vergadering van de Hoge Raad, waarop zijn dossier wordt onderzocht. Dit bericht wordt gegeven, behoudens in geval van spoed, ten minste vijftien dagen vóór de vergadering, bij een aangetekende brief tegen afgiftewijs. »

Art. 10. Artikel 38, § 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Indien de Hoge Raad geen advies heeft gegeven binnen de gestelde termijnen, kan de Minister een beslissing nemen zonder dat advies. »

Art. 11. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

N. 85 — 445

7 MAART 1985. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten, stagemeesters en stagediensten voor de specialiteit van de nucleaire geneeskunde

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 153, § 4, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965;

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 47;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal du 8 août 1984;

Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment les articles 10, § 1er et 18, § 2;

Vu l'arrêté ministériel du 30 août 1978 fixant les critères généraux d'agrégation des médecins spécialistes, des maîtres de stage et des services de stage, modifié par l'arrêté ministériel du 3 septembre 1984;

Vu les propositions du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de procéder au plus tôt à l'agrégation des médecins spécialistes en médecine nucléaire, en vue de protéger les intérêts de la santé publique et des patients et de résoudre les difficultés concernant les remboursements des prestations effectuées dans le cadre de la médecine nucléaire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1er. L'annexe du présent arrêté fixe :

a. les critères spéciaux de formation et d'agrégation des médecins désireux d'être postés sur la liste des médecins spécialistes en médecine nucléaire, visée à l'article 153, § 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

b. les critères spéciaux d'agrégation des maîtres de stage en médecine nucléaire;

c. les critères spéciaux d'agrégation des services de stage en médecine nucléaire.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 mars 1985.

J.-L. DEHAENE

Annexe

A. Critères de formation et d'agrégation des médecins spécialistes en médecine nucléaire.

1. Le candidat spécialiste doit répondre aux critères généraux de formation et d'agrégation des médecins spécialistes.

2. La médecine nucléaire est définie comme l'ensemble des connaissances cliniques et des techniques permettant l'utilisation des radiations d'origine nucléaire,

a) dans le domaine de la prophylaxie et de la pathologie pour effectuer un diagnostic et apprécier les aspects morphologiques et fonctionnels d'organes ou de systèmes à l'aide de sources scellées et non scellées;

b) dans le domaine de la thérapeutique, en vue d'effectuer un traitement par voie métabolique au moyen de radio-nucléides en sources non scellées.

La formation en médecine nucléaire s'effectue dans deux domaines : les techniques de diagnostic utilisant les rayonnements d'origine nucléaire *in vivo* et *in vitro* et le traitement au moyen de radionucléides par voie métabolique.

3. La durée de la formation est de cinq ans au moins, dont trois années de formation de base et deux années de formation supérieure. Dans la mesure où certains domaines de la médecine nucléaire ne seraient pas ou seraient insuffisamment pratiqués dans le service, le candidat spécialiste, en accord avec son maître de stage, complètera sa formation dans ces domaines par des stages de trois mois dans des services ou sections agréés dans ce but sans que le total de ces stages de rotation puisse dépasser neuf mois.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 47;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op de artikelen 10, § 1 en 18, § 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 augustus 1978 tot vaststelling van algemene criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten, stagemeesters en stagediensten, gewijzigd door het ministerieel besluit van 3 september 1984;

Gelet op de voorstellen van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het passend is zo vlug mogelijk over te gaan tot de erkenning van de geneesheren-specialisten in de nucleaire geneeskunde, ten einde de belangen van de volksgezondheid en van de patiënten te beschermen en de moeilijkheden op te lossen in verband met de terugbetalingen voor de verstrekkingen verleend in het kader van de nucleaire geneeskunde;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage van dit besluit worden vastgesteld :

a. de bijzondere criteria voor de opleiding en de erkenning van de geneesheren die als geneesheer specialist voor nucleaire geneeskunde wensen te worden opgenomen op de lijst van geneesheren-specialisten, bedoeld in artikel 153, § 4, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

b. de bijzondere erkenningscriteria voor stagemeesters in de nucleaire geneeskunde;

c. de bijzondere criteria voor de erkenning van stagediensten in de nucleaire geneeskunde.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 7 maart 1985.

J.-L. DEHAENE

Bijlage

1. Opleidings- en erkenningscriteria voor geneesheren-specialisten in de nucleaire geneeskunde.

1. De kandidaat-specialist moet aan de algemene criteria voor opleiding en erkenning van geneesheren-specialisten beantwoorden.

2. Nucleaire geneeskunde wordt gedefinieerd als het geheel van de klinische kennis en de technieken die het gebruik van straling van nucleaire oorsprong mogelijk maakt,

a) op het gebied van de profylaxis en van de pathologie, om een diagnose te stellen en om de morfologische en functionele aspecten van organen en systemen te kunnen evalueren door middel van ingekapselde of niet-gekapselde bronnen;

b) op het gebied van de therapie, met het oog op het uitvoeren van een behandeling door radionucliden langs metabole weg door middel van niet-gekapselde bronnen.

De opleiding in de nucleaire geneeskunde omvat twee gebieden : diagnostische exploraties door straling van nucleaire oorsprong *in vivo* en *in vitro* en de behandeling langs metabole weg door radionucliden.

3. De duur van de vorming bedraagt ten minste 5 jaar, waarvan drie jaar basisopleiding en twee jaar hogere opleiding. In de mate waarin bepaalde gebieden van de nucleaire geneeskunde niet of onvoldoende zouden worden toegepast in een stagedienst, zal de kandidaat-specialist, na overleg met zijn stagemeester, zijn opleiding in die gebieden vervolledigen door stages van drie maanden in gespecialiseerde hiertoe erkende diensten of afdelingen zonder dat het totaal van deze rotatiestages 9 maanden mag overschrijden.

La totalité de la formation se fera sous la responsabilité du maître de stage en médecine nucléaire agissant en coordinateur.

4. La formation de base dure trois ans et comporte des stages cliniques à temps plein successivement dans un service de médecine interne et dans un service de radio-radiumthérapie agréés dans ce but.

a) Pendant le stage en médecine interne, d'une durée de deux ans, l'intéressé acquerra une formation clinique couvrant l'ensemble des domaines de physio-pathologie concernés pour la médecine nucléaire;

b) Pendant le stage en radio-radiumthérapie, la troisième année de base, le candidat devra acquérir une formation théorique, suivre des travaux pratiques dans les disciplines de base de la médecine nucléaire et développer son expérience en oncologie. La formation théorique peut s'acquérir notamment par la fréquentation de séminaires et de cours organisés à cet effet;

c) En outre, le candidat répondra aux exigences formulées par les critères spéciaux de la formation de base des candidats spécialistes en médecine interne et en radio-radiumthérapie.

5. La formation supérieure dure deux ans et sera consacrée aux techniques diagnostiques (*in vivo* et *in vitro*) et thérapeutiques en médecine nucléaire dans un service de médecine nucléaire agréé dans ce but.

6. Le candidat spécialiste assumera progressivement, surtout pendant sa formation supérieure, une plus grande responsabilité personnelle dans ses activités. En mentionnant dans son carnet de stage le type et le nombre de prestations qu'il a effectuées personnellement par année, il apportera la preuve :

a) qu'il maîtrise les divers types de méthodes *in vivo*, qu'il a personnellement mis au point des techniques de mesure et qu'il a personnellement pratiqué un minimum de 1 000 examens relevant d'au moins dix disciplines médicales différentes;

b) qu'il maîtrise les divers types de méthodes *in vitro*, qu'il a personnellement mis au point des techniques de dosage et qu'il a personnellement pratiqué un minimum de 3 000 dosages sur au moins 20 paramètres dans les trois domaines de la biologie clinique.

Il notera en outre dans son carnet de stage, les séminaires, cours et autres activités didactiques qu'il a suivis au cours de sa formation.

7. Le candidat spécialiste doit, au moins une fois au cours de sa formation, présenter une communication dans une réunion scientifique ou publier, comme auteur principal, un travail concernant un sujet clinique, technique ou de science fondamentale relatif à la médecine nucléaire.

8. Critères spéciaux applicables aux spécialistes en médecine interne ou en d'autres spécialités de la pathologie interne et en pédiatrie.

Les spécialistes agréés en médecine interne ou dans une autre discipline de la pathologie interne ou en pédiatrie peuvent, en remplacement de cette agrégation, obtenir leur agrégation au titre de spécialiste en médecine nucléaire à condition d'avoir, conformément à un plan de stage préalablement approuvé :

a) suivi pendant deux ans au moins un stage à temps plein dans un service de médecine nucléaire agréé pour une formation supérieure;

b) fourni la preuve d'une formation approfondie, théorique et pratique, dans les disciplines de base de la médecine nucléaire, acquise selon les modalités prévues au 4, b.

9. Critères spéciaux applicables aux spécialistes en radio-radiumthérapie.

Les spécialistes agréés en radio-radiumthérapie peuvent, en remplacement de cette agrégation, obtenir leur agrégation au titre de spécialiste en médecine nucléaire à condition d'avoir, conformément à un plan de stage préalablement approuvé :

a) suivi pendant deux ans au moins un stage à temps plein dans un service de médecine nucléaire agréé pour une formation supérieure;

b) acquis une formation clinique supplémentaire couvrant l'ensemble des domaines de physio-pathologie concernés par la médecine nucléaire.

A cette fin, ils doivent suivre un stage à temps plein complémentaire d'un an dans un service hospitalier de médecine interne agréé dans ce but;

c) fourni la preuve d'une connaissance approfondie théorique et pratique des disciplines de base de la médecine nucléaire, acquise selon les modalités prévues au 4, b.

De totale duur van de opleiding gebeurt onder de verantwoordelijkheid van de stagemeeester voor nucleaire geneeskunde, die als coördinator fungeert.

4. De basisopleiding duurt drie jaar en omvat voltijdse klinische stages, achtereenvolgens in een dienst van inwendige geneeskunde en in een dienst van radio-radiumtherapie die daartoe erkend zijn.

a) Tijdens de stage in de inwendige geneeskunde, die twee jaar duurt, zal de kandidaat een klinische opleiding ontvangen die het geheel omvat van de fysiopathologische gebieden die de nucleaire geneeskunde betreffen;

b) Tijdens de stage in de radio-radiumtherapie, in het derde jaar van de basisopleiding, zal de kandidaat een theoretische opleiding ontvangen, praktische werkzaamheden volgen in de basisdisciplines van de nucleaire geneeskunde en zijn ervaring in de oncologie uitbreiden. De theoretische vorming kan voornamelijk verkregen worden door het bijwonen van daartoe ingerichte seminaria en cursussen;

c) Bovendien dient de kandidaat te voldoen aan de voorwaarden van de bijzondere criteria voor de basisopleiding van de kandidaat-specialisten in de inwendige geneeskunde en in de radio-radiumtherapie.

5. De hogere opleiding duurt twee jaar en zal gewijd worden aan de diagnostische (*in vitro* en *in vivo*) en therapeutische technieken van de nucleaire geneeskunde in een hiertoe erkende dienst voor nucleaire geneeskunde.

6. De kandidaat-specialist zal geleidelijk een grotere persoonlijke verantwoordelijkheid op zich nemen in zijn werkzaamheden, vooral gedurende zijn hogere vorming. Door het optekenen in zijn stageboekje van de aard en het aantal van de prestaties die hij persoonlijk per jaar heeft uitgevoerd, zal hij het bewijs leveren :

a) dat hij de diverse *in vivo* methodes beheerst, dat hij persoonlijk metingstechnieken heeft uitgewerkt en dat hij persoonlijk minstens 1 000 onderzoeken heeft uitgevoerd, die betrekking hebben op 10 verschillende medische disciplines;

b) dat hij de diverse *in vitro* methodes beheerst, dat hij persoonlijk metingstechnieken heeft uitgewerkt en dat hij persoonlijk minstens 3 000 dosages heeft uitgevoerd, die betrekking hebben op ten minste 20 parameters in de drie gebieden van de klinische biologie.

Tevens zal hij in het stageboekje de seminaria, leergangen en andere didactische activiteiten optekenen welke hij tijdens zijn vorming heeft gevolgd.

7. De kandidaat-specialist moet, ten minste éénmaal in de loop van zijn opleiding, een mededeling doen op een wetenschappelijke vergadering of als hoofdauteur een artikel publiceren betreffende een klinisch, technisch of fundamenteel wetenschappelijk onderwerp met betrekking tot de nucleaire geneeskunde.

8. Bijzondere criteria van toepassing op specialisten in interne geneeskunde of in andere specialiteiten van de interne pathologie en in pediatrie.

De erkende specialisten in de interne geneeskunde of in een andere discipline van de interne pathologie of in pediatrie kunnen, ter vervanging van deze erkenning, hun erkenning als specialist in de nucleaire geneeskunde verkrijgen op voorwaarde dat zij, overeenkomstig een vooraf goedgekeurd stageplan :

a) gedurende ten minste twee jaar een voltijdse stage volgen in een voor een hogere opleiding erkende dienst voor nucleaire geneeskunde;

b) het bewijs leveren van een diepgaande theoretische en praktische kennis van de basisdisciplines van de nucleaire geneeskunde, verkregen op de wijze als bepaald in 4, b.

9. Bijzondere criteria van toepassing op specialisten in de radio-radiumtherapie.

De erkende specialisten in de radio-radiumtherapie kunnen, ter vervanging van deze erkenning, hun erkenning als specialist in de nucleaire geneeskunde verkrijgen op voorwaarde dat zij, overeenkomstig een vooraf goedgekeurd stageplan :

a) gedurende ten minste twee jaar een voltijdse stage volgen in een voor een hogere opleiding erkende dienst voor nucleaire geneeskunde;

b) een bijkomende klinische opleiding volgen die het geheel van de fysiopathologie in verband met de nucleaire geneeskunde omvat.

Te dien einde is een bijkomende voltijdse stage van een jaar vereist in een hiertoe erkende ziekenhuisdienst voor interne geneeskunde;

c) het bewijs leveren van een diepgaande theoretische en praktische kennis van de basisdisciplines van de nucleaire geneeskunde, verkregen op de wijze als bepaald in 4, b.

10. Tous les médecins spécialistes, y compris les spécialistes en radio-radiumthérapie, ainsi que les médecins généralistes qui ont été autorisés par le Ministre de la Santé publique à détenir et à utiliser les radio-isotopes à toutes fins médicales dans l'application *in vivo* et *in vitro* avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pourront, tout en gardant la reconnaissance de leur spécialité initiale éventuelle, acquérir sur demande par lettre recommandée adressée au Ministre de la Santé publique le titre de spécialiste en médecine nucléaire.

11. Les médecins spécialistes et les candidats spécialistes qui ont commencé leur formation en médecine nucléaire selon les critères admis par le Jury médical de la Commission spéciale des Radiations ionisantes, au plus tard le jour de l'entrée en vigueur des présents critères, pourront compléter cette formation en médecine nucléaire à condition que la durée et le contenu de celle-ci soient au moins équivalents aux exigences des présents critères.

Ils pourront, tout en conservant l'agrégation dans leur spécialité initiale éventuelle, obtenir le titre de spécialiste en médecine nucléaire à condition d'en faire la demande, par lettre recommandée, au Ministre de la Santé publique.

12. Les demandes visées aux 10 et 11, doivent, à peine de forclusion, être introduites dans les deux ans de la publication des présents critères.

B. Critères d'agrégation des maîtres de stage en médecine nucléaire.

1. Le maître de stage doit répondre aux critères généraux d'agrégation des maîtres de stage.

2. Le maître de stage doit travailler à temps plein (au moins huit dixièmes de l'activité professionnelle normale) dans son service et y consacrer la plus grande partie de ses activités à du travail clinique dans le domaine de sa spécialité.

3. Pour un minimum annuel de 2 000 applications diagnostiques et thérapeutiques *in vivo* et 4 000 applications *in vitro* diversifiées, le maître de stage peut assurer la formation d'un candidat spécialiste et d'au maximum deux, si ce dernier nombre est justifié par l'importance des activités du service. Pour ce même minimum des prestations annuelles, le maître de stage doit avoir un collaborateur agréé depuis cinq ans au moins en médecine nucléaire. Ce collaborateur doit travailler dans le service à temps plein (au moins huit dixièmes de l'activité professionnelle normale), faire preuve d'intérêt scientifique soutenu et être effectivement associé à la formation des candidats spécialistes.

4. Par tranche de 3 000 applications *in vivo* et 8 000 applications *in vitro*, supplémentaire au minimum requis au point 3, le maître de stage peut accepter un candidat spécialiste en plus du nombre prévu au point 3, mais doit s'adjointre un collaborateur supplémentaire agréé en médecine nucléaire (*in vivo* et/ou *in vitro*) depuis cinq ans. Ce collaborateur doit travailler à temps plein (au moins huit dixièmes de l'activité professionnelle normale), faire preuve d'intérêt scientifique soutenu et être effectivement associé à la formation des candidats spécialistes.

5. En outre, le maître de stage pourra assurer la formation en médecine nucléaire *in vitro*, de spécialistes en biologie clinique à raison d'un candidat spécialiste en biologie clinique par 4 000 examens *in vitro* supplémentaires par an au dessus du minimum *in vitro* exigé au point 3.

6. Un nombre plus élevé de collaborateurs à temps plein ou à mi-temps, agréés ou non en médecine nucléaire *in vivo* et/ou *in vitro*, devra être justifié par l'importance des activités du service. La participation personnelle des candidats spécialistes à ces activités du service ne peut être compromise en aucune manière et leur formation doit être assurée à temps plein.

7. Le maître de stage veillera à ce que les candidats spécialistes qu'il forme se familiarisent avec les aspects pathologiques et cliniques des malades des diverses unités de l'hôpital, chez lesquels la médecine nucléaire a des applications.

8. L'ancienneté du maître de stage et de ses collaborateurs qui ont été autorisés par le Ministre de la Santé publique à détenir et à utiliser des radio-isotopes à des fins médicales, prend cours à la date à laquelle cette autorisation a été délivrée. Le minimum d'ancienneté exigé est réduit à trois ans pour les collaborateurs.

Cette disposition transitoire cesse d'être applicable après l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de la publication des présents critères.

10. Alle geneesheren-specialisten, met inbegrip van de specialisten in de radio-radiumtherapie, alsmede de huisartsen die voor de inwerkingtreding van onderhavig besluit, van de Minister van Volksgezondheid de vergunning hebben gekregen radio-isotopen onder zich te houden en te gebruiken voor alle medische doeleinden *in vivo* en *in vitro*, kunnen met behoud van de erkenning in hun eventuele oorspronkelijke specialiteit, de titel van specialist in de nucleaire geneeskunde verwerven, mits per aangetekend schrijven de aanvraag hiertoe te richten aan de Minister van Volksgezondheid.

11. De geneesheren-specialisten en de kandidaten-specialisten die uiterlijk de dag van de inwerkingtreding van deze criteria hun opleiding in de nucleaire geneeskunde waren begonnen volgens de door de Medische Jury van de Speciale Commissie voor Ioniserende Straling aan aarde criteria, mogen die opleiding in de nucleaire geneeskunde voltooien op voorwaarde dat de duur en de inhoud ervan ten minste gelijkwaardig zijn aan de vereisten van onderhavige criteria.

Zij kunnen dan, met behoud van de erkenning in hun eventuele oorspronkelijke specialiteit, de titel van specialist in de nucleaire geneeskunde verkrijgen, mits zij per aangetekend schrijven de aanvraag hiertoe richten aan de Minister van Volksgezondheid.

12. De aanvragen bedoeld onder 10 en 11, dienen, op straffe van verval, te worden ingediend binnen twee jaar na de bekendmaking van onderhavige criteria.

B. Erkenningcriteria voor stagemeesters in de nucleaire geneeskunde.

1. De stagemeester moet aan de algemene erkenningcriteria voor stagemeesters beantwoorden.

2. De stagemeester moet met volle dagtaak (ten minste acht tiende van de normale beroepsactiviteit) in zijn dienst werkzaam zijn en er het grootste deel van zijn activiteit besteden aan klinisch werk in zijn specialiteit.

3. Voor een jaarlijks minimum van 2 000 diagnostische en therapeutische toepassingen *in vivo* en 4 000 diverse toepassingen *in vitro*, mag de stagemeester de opleiding van een kandidaat-specialist verzekerden met een maximum van twee als dit laatste aantal gerechtvaardigd wordt door de belangrijkheid van de werkzaamheden van de dienst. Voor ditzelfde minimum aantal jaarlijkse prestaties moet de stagemeester een medewerker hebben die sinds vijf jaar in de nucleaire geneeskunde erkend is. Deze medewerker moet voltijds in de dienst werken (ten minste acht tiende van de normale beroepsactiviteit), blijk geven van volgehouden wetenschappelijke interesse en metterdaad betrokken zijn bij de vorming van de kandidaat-specialisten.

4. Per bijkomende schijf van 3 000 toepassingen *in vivo* en 8 000 toepassingen *in vitro* boven het minimum vereiste in punt 3, kan de stagemeester een kandidaat-specialist meer aanvaarden dan het aantal voorzien in punt 3, maar moet zich dan laten bijstaan door een bijkomende medewerker die sinds 5 jaar in de nucleaire geneeskunde erkend is (*in vitro* en/of *in vivo*). Deze medewerker moet voltijds werken (ten minste acht tiende van de normale beroepsactiviteit), blijk geven van volgehouden wetenschappelijke interesse en metterdaad betrokken zijn bij de vorming van de kandidaat-specialisten.

5. Daarenboven kan de stagemeester de opleiding in de nucleaire geneeskunde *in vitro* verzekerden van kandidaat-specialisten in de klinische biologie naar rato van een kandidaat-specialist per 4 000 bijkomende onderzoeken *in vitro* per jaar boven het minimum *in vitro* vereist in punt 3.

6. Een groter aantal voltijdse en halftijdse medewerkers, erkend of niet in de nucleaire geneeskunde *in vivo* en/of *in vitro*, dient verantwoord te worden door het belang van de bedrijvigheid van de dienst. In geen geval mag de persoonlijke deelneming van de kandidaat-specialisten aan de werkzaamheden van de dienst worden gehinderd. Hun opleiding moet voltijds verzekerd worden.

7. De stagemeester zal erop toezien dat de kandidaat-specialisten die hij opleidt zich vertrouwd maken met de pathologische en klinische aspecten van de zieken uit de verschillende ziekenhuisdiensten bij wie de nucleaire geneeskunde toepassing vindt.

8. De anciënniteit van de stagemeester en van diens medewerkers aan wie de Minister van Volksgezondheid vergunning heeft verleend tot het onder zich houden en het gebruiken van radio-isotopen voor medische doeleinden, gaat in op de datum van het afleveren van die vergunning. De minimum anciënniteit die voor medewerkers is vereist, wordt tot drie jaar teruggebracht.

Deze overgangsbepaling vervalt na verloop van twee jaar, te rekenen vanaf de datum van de bekendmaking van deze criteria.

C. Critères d'agrément des services de stage en médecine nucléaire.

1. Le service de médecine nucléaire doit répondre aux critères généraux d'agrément des services de stage.

2. Pour être habilité à donner une formation supérieure complète, le service doit être intégré dans un hôpital général dont les services de chirurgie et de médecine peuvent être agréés au moins pour une formation partielle.

3. Le service de stage, habilité à donner cette formation supérieure complète, doit comprendre l'ensemble des activités propres à la médecine nucléaire et pouvoir disposer dans l'hôpital d'au moins une chambre pour les patients créant un problème de radio-protection.

Chaque année, il doit exécuter au moins :

— 2 000 applications *in vivo*, dont 1 000 sous forme d'une exploration combinée fonctionnelle et morphologique avec traitement des données par ordinateur;

— 4 000 applications *in vitro* diversifiées;

— des applications thérapeutiques.

4. Le service de stage visé aux points 2 et 3 doit disposer d'un personnel pluridisciplinaire, d'une infrastructure fixe adéquate et d'un équipement varié permettant les techniques courantes, les techniques de pointe et la recherche scientifique.

5. Un service ne répondant pas aux exigences mentionnées aux points 2, 3 et 4 ci-dessus, peut être agréé pour stages dont la durée sera déterminée dans l'arrêté d'agrément.

6. Tout service de stage doit conserver le registre des patients avec une seconde classification par type d'examen. Pour chaque examen, un rapport doit être rédigé et conservé.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 mars 1985.

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

F. 85 — 446 (83 — 1823)

21 JUIN 1983

Loi relative aux aliments médicamenteux pour animaux
Erratum

Moniteur belge du 28 octobre 1983, n° 209, page 13699.

A l'article 11, § 3, du texte néerlandais, il y a lieu de lire « artikel 42 » au lieu de « artikel 12 ».

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 85 — 447

11 MARS 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle des bénéficiaires ou de l'intervention de l'assurance-soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 25, modifié par les lois des 24 décembre 1963, 8 avril 1965, 7 juillet 1966, 27 juin 1969, 26 mars 1970, 5 juillet 1971, 8 août 1980 et 10 février 1981, par les arrêtés royaux n° 22 du 23 mars 1982, n° 58 du 22 juillet 1982 et n° 132 du 30 décembre 1982 et par l'arrêté royal du 20 juillet 1971;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle des bénéficiaires ou de l'intervention de l'assurance-soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations, notamment l'article 7bis, inséré par l'arrêté royal du 4 février 1985;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

C. Criteria voor de erkenning van stagediensten in de nucleaire geneeskunde.

1. De dienst voor nucleaire geneeskunde moet aan de algemene erkenningscriteria voor stagediensten beantwoorden.

2. Om bevoegd te zijn om de volledige hogere vorming te geven, moet de dienst geïntegreerd zijn in een algemeen ziekenhuis, waarvan de heelkundige en medische diensten ten minste voor pariete opleiding kunnen erkend worden.

3. De stagedienst, bevoegd om deze volledige hogere vorming te geven, moet het geheel van de activiteiten eigen aan de nucleaire geneeskunde omvatten en moet in het ziekenhuis over ten minste een kamer beschikken voor de patiënten bij wie zich een probleem van stralingsbescherming stelt.

Jaarlijks moet deze dienst ten minste :

— 2 000 toepassingen *in vivo* uitvoeren, waarvan 1 000 in de vorm van een gecombineerde functionele en morfologische navorsing met computerverwerking van de gegevens;

— 4 000 diverse toepassingen *in vitro*;

— therapeutische toepassingen.

4. De stagedienst waarvan sprake in punten 2 en 3 moet over een multi-disciplinaire staf en een geschikte vaste infrastructuur beschikken, alsmede over een gevarieerde uitrusting die het mogelijk maakt de gewone technieken, spits technieken en wetenschappelijk onderzoek uit te voeren.

5. Een dienst die niet beantwoordt aan de eisen gesteld in punten 2, 3 en 4 hierboven, kan erkend worden voor stages waarvan de duur bepaald zal worden in het erkenningsbesluit.

6. Elke stagedienst moet de registratie bijhouden van de patiënten, met een tweede classificatie volgens het type van onderzoek. Voor elk onderzoek moet een rapport opgesteld en bewaard worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 maart 1985.

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

N. 85 — 446 (83 — 1823)

21 JUNI 1983

Wet betreffende gemediceerde diervoeders
Erratum

Belgisch Staatsblad van 28 oktober 1983, nr. 209, bladzijde 13699.

In artikel 11, § 3, van de nederlandse tekst, dient er gelezen « artikel 42 » in plaats van « artikel 12 ».

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 85 — 447

11 MAART 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1982 tot vaststelling van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden of van de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging in het honorarium voor bepaalde verstrekkingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 25, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963, 8 april 1965, 7 juli 1966, 27 juni 1969, 26 maart 1970, 5 juli 1971, 8 augustus 1980 en 10 februari 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 22 van 23 maart 1982, nr. 58 van 22 juli 1982 en nr. 132 van 30 december 1982 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1982 tot vaststelling van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden of van de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging in het honorarium voor bepaalde verstrekkingen, inzonderheid op artikel 7bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1985;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de hoogdringendheid;